

Petit Manuel de l'Internationaliste

Par



« Aqui va un soldado de America ! »

Sommaire

Quelques Maximes	p3
Quelques Pensées	p4
Quelques définitions	p7
Revue de presses et écrits	p8
Quelques sites internet	p21
Quelques livres à lire	p21

Quelques Maximes

- Descendre dans la rue pour me faire tabasser... Moi, si on ne me donne pas un flingue, je ne marche pas !
- Cuba si ! Yankees No !
- Hombre lobo, no ! Hombre nuevo, si !
- Les honneurs ça m'emmerde !
- Si les fruits de la révolution ne sont pas de saison. C'est le temps des semailles.
- Il n'y a aucun vice qui nuise tant à la félicité des hommes que celui de l'envie.

René Descartes

- Mieux vaut vivre un jour comme lion que cent ans comme un mouton
Proverbe italien
- La critique est un impôt que l'envie perçoit sur le mérite
- Tout homme véritable doit sentir sur sa joue le coup donné à n'importe quel homme
- Il faut s'endurcir sans jamais se départir de sa tendresse.
- Pour que l'homme reprenne possession de sa nature, il faut que l'homme marchandise cesse d'exister.
- Quiconque a semé des privilèges doit recueillir des révolutions.

Quelques Pensées

« La révolution n'est ni tristesse ni amertume. Elle est au contraire enthousiasme et fierté de tout un peuple qui se prend en charge et découvre ainsi sa dignité. Et c'est pourquoi je vous invite à la fête ; la fête qui est la conclusion logique du travail bien fait et le départ pour de nouveaux combats exigeants et pleins de promesses. »

Thomas Sankara – Discours du 2 octobre 1987

« Ayons toujours une grande dose d'humilité, une grande dose de goût de la justice et de la vérité pour ne pas tomber [...] dans des dogmes extrémistes, dans l'aliénation des masses. Il faut lutter pour que cet amour envers l'humanité vivante se transforme en faits concrets, en actes qui aient valeur exemplaire »

Ernesto Che Guevara – 1966

« L'histoire nous enseigne que les défenseurs du privilège ne céderont pas de bonne grâce à la poussée d'en bas »

Elisée Reclus – Géographe anarchiste – Evolution et révolution – 1880

« ... Il ne faut pas toujours attendre que toutes les conditions soient réunies pour faire la révolution : le noyau insurrectionnel peut le créer... »

La guerre de guérilla : une méthode

« Du fait que l'aristocratie financière dictait les lois, dirigeait la gestion de l'Etat, disposait de tous les pouvoirs publics constitués, dominait l'opinion publique dans les faits et par la presse, se reproduisaient dans toutes les sphères, depuis la cour jusqu'au café borgne, la même prostitution, la même tromperie éhontée, la même soif de s'enrichir, non point par la production, mais par l'escamotage de la richesse d'autrui. »

Karl Marx – 1848 – Les luttes de classes en France

« Quiconque se prononce en faveur de la voie des réformes légales, au lieu et à l'encontre de la conquête du pouvoir politique et de la révolution sociale, ne choisit pas en réalité une voie plus tranquille, plus sûre et plus lente, conduisant au même but, mais un but différent, à savoir, au lieu de l'instauration d'une société nouvelle, des modifications purement superficielles de l'ancienne société (...), non pas la suppression du salariat, mais le dosage en plus ou en moins de l'exploitation. »

Rosa Luxembourg – Réforme sociale ou révolution ? - 1899

« Le devoir de tout jeune communiste est d'être essentiellement humain, tellement humain qu'il se rapproche du meilleur de l'humain [...] de développer sa sensibilité au point de ressentir de l'angoisse quand on assassine un homme quelque part dans le monde et d'être exalté quand se lève quelque part un nouveau drapeau de la liberté »

Ernesto Che Guevara - Le socialisme et l'homme

« N'est-ce pas vrai que notre fraternité dépasse les distances, les différences de langue et l'absence de liens culturels étroits et nous unis dans la lutte ? N'est-ce pas vrai qu'un ouvrier japonais est plus proche d'un travailleur argentin, d'un mineur bolivien, d'un homme qui travaille pour l'United Fruit, ou d'un coupeur cubain de canne à sucre, que d'un samouraï japonais ? »

Ernesto Che Guevara

« Lorsqu'une nation a été forcée de recourir au droit de l'insurrection, elle rentre dans l'Etat de nature à l'égard du tyran. Comment celui-ci pourrait-il invoquer le pacte social ? Il l'a anéanti. (...) Les peuples ne jugent pas comme les cours judiciaires ; ils ne redent point de sentences, ils lancent la foudre. »

Robespierre – Discours du 3 décembre 1792

« ... Les grands choix socio-économiques, les priorités en matière d'investissements, les orientations fondamentales de la production et de la distribution, sont démocratiquement débattues et fixées par la population elle-même, et non pas par une poignée d'exploiteurs selon de prétendues « lois du marché » (ou encore, variante déjà en faillite, par un bureau politique tout-puissant) ! »

Ernesto Che Guevara - 1966

Notes critiques sur le manuel d'économie politique soviétique

« Nous ne parlons pas d'une simple réforme. Mais d'une révolution. Parcequ'ils constituent des différences et visibles, le sexe et la race ont été d'emblée utilisés pour répartir les êtres humains en groupes inférieurs et groupes supérieurs ainsi que pour organiser le marché du travail déqualifié. Nous parlons d'une société dans laquelle il n'y aura d'autres rôles que ceux choisis ou mérités. »

Gloria Steinem – Féministe Américaine - 1970

« La révolution qui vous incombe n'est possible que dans la mesure où vous restez classe contre classe. (...) Si la classe capitaliste ne formait qu'un seul parti politique, elle aurait été définitivement écrasée à la première défaite dans ses conflits avec la classe prolétarienne. Mais on s'est divisé en bourgeoisie progressiste et en bourgeoisie républicaine, en bourgeoisie cléricale et en bourgeoisie libre-penseuse, de façon à ce qu'une fraction vaincue peut toujours être remplacée au pouvoir par une autre fraction de la même classe également ennemi. C'est le navire à cloisons étanches qui peut faire eau d'un côté et qui n'en demeure pas moins insubmersible. Et ce navire-là, ce sont les galères du prolétariat sur lesquelles c'est vous qui ramenez toujours, tant que n'aura pas été coulé, sans distinction de pilote, le vaisseau qui porte la classe capitaliste et sa fortune, c'est-à-dire les profits réalisés sur votre misère et sur votre servitude. »

Jules Guesde – Lille, le 26 novembre 1900

« Tout est possible, maintenant, à toute vitesse. Nous sommes à une heure qui ne passera sans doute pas de si tôt au cadran de notre histoire. Alors, puisse que tout est possible, droit devant nous, en avant, camarades ! »

Marceau Pivert – dirigeant Socialiste, 27 mai 1936

« Peu à peu, le besoin nous a rassemblés et nous avons dit : ça suffit ! Nous n'avons plus le temps ni l'envie d'attendre que d'autres viennent résoudre nos problèmes. Nous nous sommes organisés et avons résolu d'exiger ce qui nous est dû les armes à la main, ainsi que l'on fait les meilleurs fils du peuple mexicain au long de son histoire. »

***Armée Zapatiste de Libération Nationale (EZLN)
Déclaration de la forêt lacandone – 31 décembre 1993***

« Si nous vivons, nous vivons pour marcher sur la tête des puissants... Car les puissants ne travaillent qu'à marcher sur nos vies. »

William Shakespeare – Henry IV (entre 1596 et 1598)

« Les barricades sont les voix de ceux qu'on entend pas »

Martin Luther King

« La révolution française a révélé la puissance du peuple d'une façon qu'aucun gouvernement ne s'est jamais autorisé à oublier – ne serait-ce que par le souvenir d'une armée improvisée de conscrits non entraînés, mais victorieuse de la puissante coalition formée par les troupes d'élite les plus expérimentées des monarchies européennes.

Eric J. Hobsbawm – 2007

« J'ignore où se livrera le combat entre le vieux monde et le nouveau, mais peu importe : j'y serai. Que ce soit à Rome, à Berlin, à Moscou, je n'en sais rien, j'irai et sans doute bien d'autres aussi. Et quelque part que ce soit, l'étincelle gagnera le monde ; les foules seront debout, prêtes à secouer les vermines de leurs crinières de lions. »

Louise Michel – Mémoires - 1886

Quelques définitions

Impérialisme : n.m. 1- Domination militaire, économique, culturelle, etc. d'un Etat ou d'un groupe d'Etats sur un autre Etat ou groupe d'Etats. 2- Pour les marxistes, stade avancé du capitalisme, marqué par la suprématie du capital financier et sa politique d'expansion généralisée.

Capitalisme : n.m. Système économique et social fondé sur la propriété privée des moyens de production et d'échange (le capitalisme se caractérise par la recherche du profit, l'initiative individuelle, la concurrence entre les entreprises et donc les individus).

Pour Marx : Régime économique, politique et social qui selon la théorie Marxiste, est régi par la recherche de la plus value grâce à l'exploitation des travailleurs par ceux qui possèdent les moyens de production et d'échange.

Oligarchie : n.f. Régime politique où l'autorité est entre les mains de quelques personnes ou de quelques familles puissantes, ensemble de ces personnes, de ces familles.

Libéralisme : n.m. Doctrine économique de la libre entreprise, selon laquelle l'Etat ne doit pas, par son intervention, gêner le libre jeu de la concurrence.

Socialisme : n.m. Dénomination de diverses doctrines économiques, sociales et politiques condamnant toute la propriété privées des moyens de production et d'échange.

Communisme : n.m. Doctrine prônant l'abolition de la propriété privée au profit de la propriété collective, et notamment, la collectivisation des moyens de production et la répartition des biens de consommation selon les besoins de chacun, état correspondant de la société.

Réaction : n.f. polit. Tendance politique qui s'oppose aux évolutions sociales et s'efforce de rétablir un état des choses ancien ; ensemble des personnes, des partis qui s'en réclament – Réactionnaires.

Libertaire : n. et adj. Partisan de la liberté absolue de l'individu en matière politique et sociale. ♦ Qui relève de la doctrine libertaire.

Suffrage universel : (selon Léon Blum) « Est-il aujourd'hui une pleine réalité ? L'influence du patron et du propriétaire ne pèse-t-elle pas sur les électeurs, avec la pression des puissances d'argent et de la grande presse ? Tout électeur est-il libre du suffrage qu'il émet, libre par la culture de sa pensée, libre par l'indépendance de sa personne ? Et pour le libérer ne faudrait-il pas précisément une révolution ? »

Léon Blum – L'idéal socialiste – 1924

Revue de presses et écrits

Actuellement, la Bolivie et le Venezuela sont des mauvais élèves parce qu'ils résistent à l'impérialisme Américain. La Bolivie fait fasse à une crise intérieure de déstabilisation orchestré par l'United Fruit et Hugo CHAVEZ actuel président vient d'échapper à un coup d'état. Ces graves incidents me rappellent les écrits d'un certain Ernesto.

OPG.

La Guerre de Guérilla : une méthode *Chapitre : Le caractère continental de la lutte.*

« ...Les yankees interviendront par solidarité d'intérêt et parce que la lutte en Amérique est décisive. En fait, ils interviennent déjà dans l'organisation des forces répressives et l'organisation de l'appareil continental de lutte. Mais désormais, il le feront avec plus de force, ils s'opposeront aux forces populaires avec toutes les armes de destruction qu'ils auront à leur portée ; ils ne laisseront pas le pouvoir révolutionnaire se consolider et si celui-ci arrive à le faire, l'impérialisme l'attaquera à nouveau, ne le reconnaîtra pas, et essaiera de diviser par tous les moyens les forces révolutionnaires ; il introduira des saboteurs de tout types, il créera des problèmes frontaliers, lancera contre lui d'autres réactionnaires et essaiera de l'asphyxier économiquement. En un mot : il essaiera de le liquider.

En voyant ce panorama américain, il semble difficile que la victoire s'arrache et se maintienne dans un pays isolé. A l'union des forces répressives doit répondre l'union des forces populaires. Dans tous les pays où la répression prend un caractère insupportable, doit se lever le drapeau de la rébellion et ce drapeau doit pour des raisons historiques avoir des caractéristiques continentales. La cordillère des Andes est appelée à devenir la Sierra Maestra d'Amérique, comme l'a dit le camarade Fidel Castro, et tous les immenses territoires deviendront le théâtre de la lutte à mort contre le pouvoir impérialiste.

Nous ne pouvons dire quand la lutte aura des caractéristiques continentales ni quand elle commencera ; mais nous pouvons prévoir son existence et son triomphe, parce qu'elle sera le résultat des circonstances économiques, historiques et politiques inévitables, et son chemin ne peut dévier. La commencer quand les conditions sont données indépendamment de la situation des autres pays est la tâche des forces révolutionnaires de chaque pays. Le développement de la lutte conditionnera la stratégie générale ; la prédiction sur le caractère continental de la lutte est le fruit d'analyses sur le rapport des forces, mais cela n'empêche pas des insurrections indépendantes. Ainsi, comme l'initiative de la lutte dans un point du pays développera la lutte dans tous les pays, le début de la lutte révolutionnaire contribuera à développer de nouvelles forces et de nouvelles conditions dans tous les pays voisins... »

Ernesto Che Guevara

D'après - Créer deux, trois... De nombreux Vietnam, voilà le mot d'ordre.

« ...En définitive, il faut tenir compte du fait que l'impérialisme est un système mondial, stade suprême du capitalisme, et qu'il le faut le battre dans un grand affrontement mondial. Le but stratégique de cette lutte doit être la destruction de l'impérialisme. Le rôle qui nous revient à nous, exploités et sous-développés du monde, c'est d'éliminer les bases de subsistance de l'impérialisme : nos pays opprimés, d'où ils tirent des capitaux, des matières premières, des techniciens et des ouvriers à bon marché et où ils exportent de nouveaux capitaux - des instruments de dominations - des armes et toutes sortes d'articles, nous soumettant à une dépendance absolue.

L'élément fondamental de ce but stratégique sera alors la libération réelle des peuples ; libération qui se produira à travers une lutte armée, dans la majorité des cas, et qui prendra inéluctablement en Amérique la caractéristique d'une Révolution Socialiste.

En envisageant la destruction de l'impérialisme, il convient d'identifier sa tête, qui n'est d'autre que les États-Unis d'Amérique...

...Il faut mener la guerre jusqu'où l'ennemi la mène ; chez lui, dans ses lieux d'amusement ; il faut la faire totalement. Il faut l'empêcher d'avoir une minute de tranquillité, une minute de calme hors de ses casernes, et même dedans ; il faut l'attaquer là où il se trouve ; qu'il ait la sensation d'être une bête traquée partout où il passe. Alors il perdra peu à peu son moral. Il deviendra plus bestial encore, mais on notera chez lui les signes de la défaillance.

Et il faut développer un véritable internationalisme prolétarien ; avec des armées prolétariennes internationales, où le drapeau sous lequel on lutte devient la cause sacrée de la rédemption de l'humanité...

...Chaque goutte versée sur un territoire sous lequel on n'est pas né est une expérience que recueille celui qui y survit pour l'appliquer ensuite à la lutte pour la libération de son propre peuple.

C'est l'heure de modérer nos divergences et de tout mettre au service de la lutte...

...Qu'importent les dangers ou les sacrifices d'un homme ou d'un peuple, quand ce qui est en jeu c'est le destin de l'humanité... »

Ernesto Che Guevara -1967

Marx contre-attaque

Monde diplomatique – décembre 2008

Dédaignés par les partis socialistes européens comme de « vieilles lunes simplistes » avec lesquelles il serait urgent de rompre, démonétisés à l'université où ils furent longtemps enseignés comme une base de l'analyse économique, les travaux de Karl Marx suscitent à nouveau l'intérêt. Le philosophe allemand n'a-t-il pas disséqué la mécanique du capitalisme dont les soubresauts déboussolent les experts ? Alors que les illusionnistes prétendent « moraliser » la finance, Marx s'est employé à dénuder les rapports sociaux.

PAR LUCIEN SEVE

On aurait presque réussi à nous en persuader : l'histoire était terminée, le capitalisme, à la satisfaction générale, constituait la forme définitive de l'organisation sociale, la « victoire idéologique de la droite », foi de premier ministre, était consommée, seuls quelques incurables songe-creux agitaient encore le hochet d'on ne sait quel autre futur.

Le fabuleux séisme financier d'octobre 2008 a soufflé d'un coup cette construction de l'esprit. A Londres, le *Daily Telegraph* écrit : « *Le 13 octobre 2008 restera dans l'histoire comme le jour où le système capitaliste britannique a reconnu avoir échoué (1).* » A New York, des manifestants brandissent devant Wall Street des pancartes « Marx avait raison ! ». A Francfort, un éditeur annonce que sa vente du *Capital* a triplé. A Paris, une revue connue, dans un dossier de trente pages, examine, à propos de celui qu'on disait définitivement mort, « *les raisons d'une renaissance (2)* ». L'histoire se rouvre...

A se plonger dans Marx, plus d'un fait des découvertes. Des lignes écrites il y a un siècle et demi y semblent parler de nous avec une saisissante acuité. Exemple : « *Du fait que l'aristocratie financière dictait les lois, dirigeait la gestion de l'Etat, disposait de tous les pouvoirs publics constitués, dominait l'opinion publique dans les faits et par la presse, se reproduisaient dans toutes les sphères, depuis la cour jusqu'au café borgne, la même prostitution, la même tromperie éhontée, la même soif de s'enrichir, non point par la production, mais par l'escamotage de la richesse d'autrui (3).* » Marx décrivait là l'état des choses en France à la veille de la révolution de 1848... De quoi faire rêver.

Mais, par-delà des ressemblances saisissantes, les différences d'époque rendent fallacieuse toute transposition directe. Bien plus au fond se situe l'actualité à nouveau flagrante de cette magistrale *Critique de l'économie politique* que demeure *Le Capital* de Marx.

D'où vient en effet l'ampleur de la présente crise ? A lire ce qui s'en écrit de façon dominante, seraient à mettre en cause la volatilité de produits financiers sophistiqués, l'impuissance du marché des capitaux à se réguler lui-même, le trop peu de moralité chez des hommes d'argent... En bref, des défaillances du seul système régissant ce que, face à l'« économie réelle », on nomme « économie virtuelle » — comme si l'on ne venait pas de mesurer combien elle aussi est *réelle*.

Pourtant, la crise initiale des *subprimes* est bien née de la croissante impécuniosité de millions de ménages américains face à leur endettement de candidats à la propriété. Ce qui oblige à admettre qu'en fin de compte le drame du « virtuel » a ses racines dans le « réel ». Et le « réel », en l'occurrence, c'est l'ensemble mondialisé des pouvoirs d'achat populaires. Sous l'éclatement de la bulle spéculative formée par l'enflure de la finance, il y a l'universel accaparement par le capital de la richesse créée par le travail, et, sous cette distorsion où la part qui revient aux salaires a baissé de plus de dix points, baisse colossale, il y a un quart de siècle d'austérité pour les travailleurs au nom du dogme néolibéral.

Les clairs de la moralisation

Carence de régulation financière, de responsabilité gestionnaire, de moralité boursière ? Certes. Mais réfléchir sans tabou force à aller bien plus loin : à mettre en question le dogme jalousement préservé d'un système en lui-même au-dessus de tout soupçon, à méditer cette ultime raison des choses que Marx nomme « loi générale de l'accumulation capitaliste ». Là où les conditions sociales de la production sont propriété privée de la classe capitaliste, démontre-t-il, « *tous les moyens qui visent à développer la production se renversent en moyens de domination et d'exploitation du producteur* », sacrifié à l'accaparement de richesse par les possédants, accumulation qui se nourrit d'elle-même et tend donc à devenir folle. « *L'accumulation de richesse à un pôle* » a pour envers nécessaire une « *accumulation proportionnelle de misère* » à l'autre pôle, d'où renaissent inexorablement les prémices de crises commerciales et bancaires violentes (4). C'est bien de nous qu'il s'agit ici.

La crise a éclaté dans la sphère du crédit, mais sa puissance dévastatrice s'est formée dans celle de la production, avec le partage sans cesse plus inégal des valeurs ajoutées entre travail et capital, raz de marée que n'a pu empêcher un syndicalisme de basses eaux et qu'a même accompagné une gauche sociale-démocrate où l'on traite Marx en chien crevé. On conçoit alors ce que peuvent valoir les solutions à la crise — « moralisation » du capital, « régulation » de la finance — claironnées par des politiques, des gestionnaires, des idéologues qui hier encore fustigeaient le simple doute quant à la pertinence du « tout libéral ».

« Moralisation » du capital ? Mot d'ordre qui mérite un prix d'humour noir. S'il est en effet un ordre de considérations que volatilise tout régime de sacro-sainte libre concurrence, c'est bien la considération *morale* : l'efficacité cynique y gagne à tout coup aussi sûrement que la mauvaise monnaie chasse la bonne. Le souci « éthique » est publicitaire. Marx réglait la question en quelques lignes de sa préface au *Capital* : « *Je ne peins aucunement en rose le personnage du capitaliste et du propriétaire foncier* », mais « *moins que toute autre ma perspective, où le développement de la société en tant que formation économique est compris comme un processus d'histoire naturelle, ne saurait rendre l'individu responsable de rapports dont il demeure socialement un produit* (5) »... Voilà pourquoi il ne suffira sûrement pas de distribuer quelques taloches pour « refonder » un système où le profit reste l'unique critère.

Non qu'il faille être indifférent à l'aspect moral des choses. Au contraire même. Mais, pris au sérieux, le problème est d'un tout autre ordre que la délinquance de patrons voyous, l'inconscience de traders fous ou même l'indécence de parachutes dorés. Ce que le capitalisme a d'indéfendable sous ce rapport, par-delà tout comportement individuel, c'est son principe même : l'activité humaine qui crée les richesses y a le statut de *marchandise*, et y est donc traitée *non comme fin en soi, mais comme simple moyen*. Pas besoin d'avoir lu Kant pour voir là la source permanente d'amoralité du système.

Si l'on veut vraiment moraliser la vie économique, il faut s'en prendre vraiment à ce qui la dé-moralise. Cela passe certes — plaisante redécouverte de maint libéral — par la reconstruction de régulations étatiques. Mais faire fond à cette fin sur l'Etat sarkozyste du bouclier fiscal pour les riches et de la privatisation de La Poste dépasse les bornes de la naïveté — ou de l'hypocrisie. Dès lors qu'on prétend s'attaquer à la question de la régulation, il est impératif d'en revenir aux rapports sociaux fondamentaux — et ici, de nouveau, Marx nous offre une analyse d'incontournable actualité : celle de l'*aliénation*.

Dans son sens premier, élaboré en des textes de jeunesse célèbres (6), le concept désigne cette malédiction qui contraint le salarié du capital à ne produire la richesse pour autrui qu'en produisant son propre dénuement matériel et moral : il doit perdre sa vie pour la gagner. La multiforme inhumanité dont en masse sont victimes les salariés d'aujourd'hui (7), de l'explosion des pathologies du travail à celle des licenciements boursiers en passant par celle des bas salaires, illustre très cruellement la pertinence que conserve pareille analyse.

Mais, dans ses travaux de maturité, Marx donne à l'aliénation un sens bien plus vaste encore : le capital reproduisant sans cesse la radicale séparation entre moyens de production et producteurs — usines, bureaux, laboratoires ne sont pas à ceux qui y travaillent —, leurs activités productives et cognitives, non collectivement maîtrisées à la base, sont livrées à l'anarchie du système de la concurrence, où elles se convertissent en incontrôlables processus technologiques, économiques, politiques, idéologiques, gigantesques forces aveugles qui les subjuguent et les écrasent.

Les hommes ne font pas leur histoire, c'est leur histoire qui les fait. La crise financière illustre de terrifiante façon cette aliénation-là, tout comme le font la crise écologique et ce qu'il faut appeler la crise anthropologique, celle des vies humaines : personne n'a voulu ces crises, mais tout le monde les subit.

C'est de ce « dessaisissement général » poussé à l'extrême par le capitalisme que resurgissent incoerciblement les ruineuses absences de régulation concertée. Aussi celui qui se targue de « réguler le capitalisme » est-il à coup sûr un charlatan politique. Réguler pour de bon exigera beaucoup plus que l'intervention étatique, pour très nécessaire qu'elle puisse être, car qui régulera l'Etat ? Il y faut le ressaisissement des moyens de produire par les producteurs matériels-intellectuels enfin reconnus pour ce qu'ils sont, et que ne sont pas les actionnaires : les *créateurs* de la richesse sociale, ayant comme tels un irrécusable droit de prendre part aux décisions de gestion où se décide de leur vie même.

Face à un système dont la flagrante incapacité à se réguler nous coûte un prix exorbitant, il faut, à suivre Marx, engager sans délai le dépassement du capitalisme, longue marche vers une autre organisation sociale où les humains, en des formes neuves d'association, contrôleront ensemble leurs puissances sociales devenues folles. Tout le reste est poudre aux yeux, donc tragique désillusion promise.

On va répétant que Marx, fort dans la critique, serait sans crédibilité quant aux solutions, car son communisme, « essayé » à l'Est, aurait radicalement échoué. Comme si le défunt socialisme stalino-brejnévien avait eu quelque chose de vraiment commun avec la visée communiste de Marx, dont presque personne d'ailleurs ne cherche à ressaisir le réel sens, aux antipodes de ce que l'opinion courante met sous le mot « communisme ». De fait, c'est tout autrement que s'esquisse sous nos yeux ce que pourra être, au sens authentiquement marxien, le « dépassement » du capitalisme au XXI^e siècle (8).

Mais ici on nous arrête : vouloir une autre société serait une meurtrière utopie, car *on ne change pas l'homme*. Et l'« homme », la pensée libérale sait ce qu'il est : un animal qui tient essentiellement ce qu'il est non du monde humain mais de ses gènes, un calculateur mû par son seul intérêt d'individu — *Homo œconomicus* (9) —, avec lequel n'est donc possible qu'une société de propriétaires privés en concurrence « libre et non faussée ».

Or cette pensée aussi fait banqueroute. Sous l'éclatante débâcle du libéralisme pratique se consomme à moindre bruit la faillite du libéralisme théorique et de son *Homo œconomicus*. Faillite double. Scientifique d'abord. A l'heure où la biologie se dépend d'un « tout génétique » simpliste, les naïvetés de l'idée de « nature humaine » sautent aux yeux. Où sont les gènes, annoncés à son de trompe, de l'intelligence, de la fidélité ou de l'homosexualité ? Quel esprit cultivé peut croire que la pédophilie, par exemple, serait congénitale ?

Et faillite éthique. Car ce que parraine depuis des lustres l'idéologie de l'individu concurrentiel, c'est une pédagogie déshumanisante du « devenez un tueur », une liquidation programmée des solidarités sociales non moins dramatique que la fonte des glaces polaires, une décivilisation tous azimuts par la folie de l'argent facile qui devrait faire rougir d'oser annoncer une « moralisation du capitalisme ». Sous le naufrage historique où s'enfonce et nous enfonce la dictature de la finance, il y a celui du discours libéral sur l'« homme ».

Et là est la plus inattendue des actualités de Marx. Car ce formidable critique de l'économie est aussi, du même mouvement, l'initiateur d'une vraie révolution dans l'anthropologie. Dimension incroyablement méconnue de sa pensée qu'on ne peut exposer en vingt lignes. Mais sa sixième thèse sur Feuerbach en dit l'esprit en deux phrases : « *L'essence humaine n'est pas une abstraction inhérente à l'individu pris à part. Dans sa réalité, c'est l'ensemble des rapports sociaux.* » A l'opposé de ce que s'imagine l'individualisme libéral, l'« homme »

historiquement développé, c'est *le monde de l'homme*. Là par exemple, non dans le génome, se tient le langage. Là prennent source nos fonctions psychiques supérieures, comme l'a superbement montré ce marxiste longuement inconnu qui fut l'un des grands psychologues du XXe siècle : Lev Vygotski, ouvrant ainsi la voie à une tout autre vision de l'individualité humaine.

Marx est actuel et même plus qu'on ne pense ? Oui, si on veut bien actualiser l'image traditionnelle qu'on se fait trop souvent de lui.

LUCIEN SEVE.

Lucien Sève

Philosophe. Vient de publier le tome 2 de *Penser avec Marx aujourd'hui*, intitulé *L'Homme ?*, La Dispute, Paris.

(1) *The Daily Telegraph*, Londres, 14 octobre 2008.

(2) *Le Magazine littéraire*, n° 479, Paris, octobre 2008.

(3) Karl Marx, *Les Luittes de classes en France*, Editions sociales, Paris, 1984, p. 84-85 ; cité dans *Manière de voir*, n° 99, « L'Internationale des riches », juin-juillet 2008.

(4) Karl Marx, *Le Capital*, livre I, Editions sociales, 1983, ou Presses universitaires de France, Paris, 1993, p. 724.

(5) *Le Capital*, livre I, p. 6.

(6) « Le travail aliéné », *Manuscrits de 1844*, Flammarion, Paris, 1999.

(7) Lire Christophe Dejours, *Travail, usure mentale*, Bayard, Paris, 2000 ; « Aliénation et clinique du travail », *Actuel Marx*, n° 39, « Nouvelles aliénations », Paris, 2006.

(8) Dans *Un futur présent, l'après-capitalisme*, La Dispute, Paris, 2006, Jean Sève brosse un tableau impressionnant de ces amorces de dépassement observables en des domaines très divers.

(9) Lire entre autres Tony Andréani, *Un être de raison. Critique de l'Homo œconomicus*, Syllepse, Paris, 2000.

Partage des richesses, la question taboue

Monde Diplomatique – Janvier 2008

Afin de « défendre le pouvoir d'achat », le gouvernement français envisage une série de mesures – monétisation des congés non pris, travail le dimanche, implantation plus facile des hypermarchés. Une donnée du problème est presque toujours occultée : en vingt ans, la part des salaires dans le produit intérieur brut français a baissé de 9,3 %, ce qui correspond à plus de 100 milliards d'euros en partie transférés vers le capital. Cet élément central du débat en est devenu le point aveugle.

PAR FRANÇOIS RUFFIN

« La part des profits est inhabituellement élevée à présent (et la part des salaires inhabituellement basse). En fait, l'amplitude de cette évolution et l'éventail des pays concernés n'ont pas de précédent dans les quarante-cinq dernières années. » D'où sont tirées ces lignes ? D'un texte de la Confédération générale du travail (CGT) ? Nullement : elles viennent d'un article de la Banque des règlements internationaux (BRI), une institution qui réunit chaque mois, à Bâle (Suisse), les banquiers centraux afin de « coordonner les politiques monétaires » et d'« édicter des règles prudentielles ». Ce n'est pas vraiment un repaire de marxistes ; pourtant, leur exposé sur cette « *marge [de profit] d'une importance sans précédent* » se poursuit sur vingt-trois pages (1).

Et qui redoute le pire ? « *J'ai attendu et j'attends encore quelque normalisation dans le partage du profit et des salaires* » car « *la part des salaires dans la valeur ajoutée est historiquement basse, à l'inverse d'une productivité qui ne cesse de s'améliorer* ». Or « *ce découplage entre faibles progressions salariales et profits historiques des entreprises fait craindre (...) une montée du ressentiment, aux Etats-Unis comme ailleurs, contre le capitalisme et le marché* ». Là, il s'agit de M. Alan Greenspan, ancien directeur de la Réserve fédérale américaine (Fed), qui livre ses inquiétudes au *Financial Times* (2).

Ce constat, chiffré, est unanimement partagé. D'après le Fonds monétaire international (FMI), dans les pays membres du G7, la part des salaires dans le produit intérieur brut (PIB) a baissé de 5,8 % entre 1983 et 2006. D'après la Commission européenne, au sein de l'Europe cette fois, cette part a chuté de 8,6 %. Et, en France, de 9,3 % (3).

Par le gigantisme des sommes en jeu, des dizaines de milliards d'euros, ces 9,3 % devraient s'installer au cœur du débat. Toute la contestation des « nécessaires réformes en cours » (« régimes spéciaux », retraites, sécurité sociale, mais aussi pouvoir d'achat) pourrait s'appuyer sur ce chiffre. Or c'est à l'inverse qu'on assiste : il est comme effacé de la sphère publique, éclipsé dans les médias, à peine mentionné par les responsables politiques. Un point central de l'économie en est devenu le point aveugle.

Qu'on évalue ce transfert de richesses : le PIB de la France s'élève à près de 1 800 milliards d'euros. « *Donc il y a en gros 120 à 170 milliards d'euros qui ont ripé du travail vers le capital* », calcule Jacky Fayolle, ancien directeur de l'Institut de recherches économiques et sociales (IRES). Soit, même avec des estimations basses, plus d'une dizaine de fois le déficit de la Sécurité sociale (12 milliards) et une vingtaine de fois celui des retraites (5 milliards). Ces derniers « trous » sont amplement médiatisés, tandis qu'on évoque moins souvent celui, combien plus profond, creusé par les actionnaires dans la poche des salariés... D'après Fayolle, de tels ordres de grandeur « *traduisent des déformations structurelles, pas simplement de l'économie mais de la société* ». Ces déformations résultent de « *tout un ensemble de facteurs : le poids du chômage, les politiques économiques, les changements de la gouvernance des entreprises depuis une vingtaine d'années* ».

Des médias entre mutisme et mensonges

C'est au début des années 1980 que le basculement intervient. Deux phénomènes se conjuguent : d'abord, le ralentissement de la croissance, qui passe de 4,8 % en moyenne durant les « trente glorieuses » (1945-1975) à environ 2 %. Ensuite, un bouleversement dans la répartition de cette croissance : « *Tout se passe comme si ce changement de rythme avait été mis à profit pour modifier les règles du jeu au détriment des salariés* (4) », notent des chercheurs de l'IRES.

D'abord par des « *suppressions de postes* » : des salaires ne sont plus versés, et leur part dans le PIB se réduit naturellement. Dans le secteur public, dernièrement, mais surtout dans le privé, avec des entreprises (Whirlpool, Michelin, European Aeronautic Defence and Space [EADS], Danone, etc.) qui surfent sur les bénéfices tandis qu'elles « restructurent » vers des « pays à bas coût de main-d'œuvre ». En outre, le chantage au chômage aidant, les salaires réels ont stagné : « *Le revenu salarial net n'a pratiquement pas augmenté depuis ces vingt-cinq dernières années* », précise le quotidien *Les Echos* (5). Les approximations optimistes concèdent 16 % d'augmentation seulement entre 1987 et aujourd'hui. C'est aussi en 1987 que naissait le CAC 40, avec un indice 1 000. Il cotait 5 697 points le 11 décembre dernier : + 470 %, donc.

La « flexibilité » aussi a fait plonger les salaires, en les rendant plus irréguliers. Depuis 1980, « *la proportion des travailleurs à temps partiel est passée de 6 % à 18 % de l'effectif salarié total, et celle des autres formes d'emploi atypique (intermittence, intérim, etc.) de 17 % à 31 % du salariat* (6) ». Devenu jetable, malléable, sur mesure, l'emploi s'est ajusté aux besoins variables des entreprises.

Enfin, on a rogné sur les à-côtés du salariat : il faut désormais cotiser plus et plus longtemps pour des retraites plus faibles, verser la contribution sociale généralisée (CSG) et des franchises médicales pour que les remboursements diminuent toujours, etc. « *La masse salariale a deux composantes, nous explique Michel Husson, économiste à l'IRES : le salaire direct et les cotisations. Dans un premier temps, le salaire net a fait baisser la part salariale à un niveau qu'on ne peut plus faire trop descendre. Dans un second temps, la part des cotisations prend le relais.* »

Le mutisme qui entoure ce détournement de richesses constitue un exploit permanent. Des heures de radio, des pages dans la presse : les journalistes ont glosé sur les miettes des régimes spéciaux, sur ces « *bénéficiaires de lois obsolètes* », sur ce « *privilège intolérable* », sur cette « *inégalité inacceptable* », sur la « *nécessité économique et démographique* » de cette « *mesure d'équité* » (7). Mais ils ont presque toujours oublié de mentionner le combien plus « inégal » partage des ressources nationales. Nos éditorialistes ont aussi omis de pester contre le « *privilège intolérable* » des actionnaires, ces « *bénéficiaires* » d'abattements fiscaux, sur la « *nécessité économique et démocratique* » de taxer leurs revenus financiers...

Mais, dans la foulée du conflit « catégoriel » des cheminots, le débat s'est fait plus « général », portant sur le pouvoir d'achat ! « *Une surprenante stagnation* », titra *Le Monde* (8). D'autant plus « surprenante » que ces 9,3 % n'étaient signalés à aucun endroit. Le terrain était ainsi préparé pour un président de la République qui se refusa à « *distribuer les cadeaux de Père Noël car les Français savent bien qu'il n'y a pas d'argent dans les caisses. (...) Je n'ai pas le pouvoir d'augmenter les salaires. (...) Pour donner du pouvoir d'achat, il faut réhabiliter le travail* (9) ». Et de soigner le mal par le mal : en aggravant la « *flexibilité* » des salariés : horaires variables et dimanche ouvré...

Le lendemain, tandis que *Le Figaro* saluait la « *fin du carcan des 35 heures* », *Les Echos* félicitaient M. Nicolas Sarkozy : « *Il a tracé le programme des réformes pour les prochains mois – assurance-maladie, marché du travail.* » Quelques pages plus loin, dans les mêmes éditions, on découvrait un article intitulé « *Grande plaisance : la course au luxe* ». Celui-ci expliquait que « *les millionnaires, toujours plus nombreux, sont lancés dans une course sans fin au plus grand, au plus beau, au plus luxueux yacht... Dans ces châteaux des temps modernes, le robinet à 8 000 euros plaît beaucoup* (10) » ! Mais pas le moindre lien entre le pouvoir d'achat en berne à la « une » et cette autre actualité, plus réjouissante. Pourtant, voilà qui aurait pu donner chair aux 9,3 %...

Ce mensonge par omission d'une donnée centrale de l'économie, qui surprendra-t-il ? « *La presse quotidienne*, résumait déjà Jack London, *c'est l'escamotage quotidien* » qui « *purge* » les injustices « *par le silence de l'oubli* » (11). Mais un autre « silence » assourdit. Quand MM. François Hollande, Bernard Thibault ou Vincent Peillon se sont-ils saisis de cet argument et l'ont-ils opposé à un journaliste ? Peut-être l'ont-ils fait, à l'occasion, dans une parenthèse. Mais, à coup sûr, l'« opposition » n'a guère accordé à ces 9,3 % la place qu'ils méritent. Qu'ils citent ces 100 milliards d'euros (au moins), et le socle d'inégalité, invisible et fragile, sur lequel reposent toutes les « réformes » des deux dernières décennies, pourtant effectuées au nom de la « justice », s'effondre. La rhétorique d'une pseudo-« équité » – car, comme le recommande l'Union des industries et métiers de la métallurgie (UIMM), « *il ne faut pas avoir l'air de défendre des intérêts, seulement des idées et des principes* (12) » – s'écroule d'un coup. Qu'entendit-on à la place le 29 novembre au matin, dans la « *Revue de presse* » de France Inter ? « *La Croix est allé à la rencontre des politiques et leur demande leurs idées en matière de pouvoir d'achat. Côté socialiste, le député Michel Sapin préconise des allègements de charges pour*

les entreprises qui auront conclu des négociations salariales. » Du chipotage et de nouvelles aides publiques.

Une semaine plus tôt, sur la même antenne, le député et maire d'Evry Manuel Valls affichait son « courage » : « *Il faut travailler sur un allongement progressif de la durée de la cotisation. Ça vaut évidemment pour les régimes spéciaux ; ça vaudra demain pour le régime général.* » Désormais, le « courage » consiste, dans ce camp aussi, non plus à soutenir une lutte qui inverserait un rapport de forces, mais à se plier par avance aux exigences du capital et du pouvoir, sans jamais batailler.

Les discours de la dernière élection présidentielle corroborent cette dérive : Mme Ségolène Royal ne signala à aucun moment les 9,3 % et les milliards évaporés – tandis qu'elle dénonça volontiers les « *80 milliards de déficits cumulés* » de la Sécurité sociale, l'« *endettement public qui est passé de 900 à 1 200 milliards d'euros en moins de cinq ans* », le « *déséquilibre historique de la balance commerciale, 30 milliards d'euros* », etc. Si elle s'engagea à « lutter », ce ne fut pas contre un « adversaire » identifié (« *Je ne désignerai aucun ennemi* », précisa-t-elle), mais plutôt contre des problèmes sans responsables ni coupables (la « *lutte contre toutes les formes d'insécurité* », « *contre le décrochage scolaire* », « *contre la vie chère* », etc.).

Le « rentier » n'apparut à aucun endroit, la « *finance* » fut désignée deux fois (en quarante-deux discours), l'« *actionnaire* » ne surgit qu'à neuf reprises. En somme, presque rien qui aurait réclamé une répartition plus égalitaire des richesses produites. Pourtant, pendant cette campagne, le CAC 40 publia ses « *profits records* » – plus de 90 milliards d'euros – dont, autre record, 40 milliards avaient été reversés en « *dividendes* » (mot utilisé une fois par Mme Royal) (13). Mais la candidate socialiste ne se saisit pas de cette aubaine, lui préférant une autre recette, consensuelle : « *Nous relancerons la croissance économique parce que nous réconcilierons les intérêts des entreprises et les intérêts des salariés. Voilà la clé du développement économique.* »

L'extravagante hypothèse conservatrice se trouvait ainsi confirmée : avec une croissance de 2 %, parfois déguisée en « crise », tout progrès social serait impossible, voire rendrait « inéluctables » des reculs en série. Cependant, cette croissance qualifiée de « molle », aux alentours de 2 %, correspond à la moyenne observée au cours du XXe siècle, hors « trente glorieuses ». Un siècle qui ne se priva ni de progrès technique ou humain, ni de bâtir des protections

salariales. Désormais, la justice sociale devrait néanmoins patienter, espérer une improbable – et pas vraiment souhaitable – hypercroissance à 4 %, 5 %, 6 %, voire plus.

Au printemps dernier, en « une » de l'hebdomadaire *Challenges* et sur toutes les affichettes des bars-tabacs, la candidate socialiste posa sous le titre : « Ségolène Royal face aux patrons : “Faites des profits, augmentez vos revenus !” » Comme s'ils avaient attendu sa souriante permission...

FRANÇOIS RUFFIN.

1) Luci Ellis et Kathryn Smith, « **The global upward trend in the profit share** », Banque **des** règlements internationaux, *Working Papers*, n° 231, Bâle, juillet 2007.

(2) *Financial Times*, Londres, 17 septembre 2007. Lire aussi *La Tribune* du même jour.

(3) Ou 8,4 %, selon l'Institut national de la statistique et **des études** économiques (Insee), qui adopte un mode de calcul différent, portant non sur le PIB du pays mais sur la valeur ajoutée **des** entreprises non financières. Données rassemblées par l'économiste Michel Husson dans son article « La baisse tendancielle de la part salariale », disponible sur http://hussonet.free.fr/p_arvabis.pdf

(4) Samia Benallah, Pierre Concialdi, Michel Husson et Antoine Math, « **Retraites : les scénarios de la réforme** » (PDF), *Revue de l'IRES*, n° 44, Noisy-le-Grand, 2004.

(5) *Les Echos*, Paris, 30 novembre 2007.

(6) *Le Monde*, 30 novembre 2007.

(7) Respectivement, Patrick Fluckiger dans *L'Alsace*, Mulhouse (1er novembre 2007), Jacques Marseille sur France 3 (18 novembre 2007), Etienne Mougeotte dans *Le Figaro Magazine*, Paris (15 septembre 2007), Claude Weill dans *Le Nouvel Observateur*, Paris (25 octobre 2007), Alain Duhamel sur RTL (6 novembre 2007). Un recensement effectué par *Le Plan B*, n° 11, Paris, décembre 2007 - janvier 2008.

(8) *Le Monde*, 30 novembre 2007.

(9) M. Nicolas Sarkozy sur TF1 et France 2, 29 novembre 2007.

(10) *Les Echos*, du vendredi 30 novembre, qui publiaient page suivante un papier intitulé : « Les hôtels particuliers ont la cote » (on y lit notamment : « *la mondialisation crée de plus en plus de multimillionnaires* »). *Le Figaro* consacrait également, le même jour, un supplément au « Meilleur du Salon nautique ». Et *Le Monde* présentait, lui, **des** chaises à « 9 397 euros » l'unité.

(11) Jack London, *Le Talon de fer* (1908), Phébus, coll. « Libretto », Paris, 2003.

(12) *Marianne*, Paris, 24 novembre 2007.

(13) Relevé effectué à partir du site **Technologies du langage**.

Quelques livres à lire

L'utopie désarmée – 1993 – Jorge Castaneda

Chroniques de la haine ordinaire – Pierre Desproges

Le socialisme et l'homme – Ecrits politique – 1966 – Ernesto Che Guevara – Editions Aden

Che Guevara, Compagnon de la révolution – Jean cormier – Ed. Découvertes Gallimard

Révolution ! 100 mots pour changer le monde – Olivier Besancenot –Ed. j'ai lu.

Che Guevara, une braise qui brûle encore – Olivier Besancenot – Ed. Mille et une nuits

Manifeste du parti communiste – Karl Marx, Friedrich Engels – Ed. Libro **(2€ !!!) A lire absolument, court, clair, concis !**

La Guerre de Guérilla – Ernesto Che guevara – Ed. Mille et une nuits

Ne sauvons pas le système qui nous broie – Manifeste pour une désobéissance générale – Ed. Le passager clandestin – **(1€)**

Quelques sites internet

Radio Rouge – NPA (Nouveau Parti Anticapitaliste) – Marche mondiale des femmes – Attac – Focus on Global South – Via Campesina – Comité pour l'Abolition de la dette du tiers-monde – Mondialisation.ca – Le monde diplomatique – EZLN -